

« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle

les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, du public et du privé, français ou immigrés. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiters, des racistes et de leur monde.

Non au passage en 7 heures 30

L'audit de gestion du temps de travail a enfin donné ses fruits, et ils sont amers. La direction souhaite mettre fin à la journée de 7 heures 36, une « anomalie » que ses prédécesseurs ont eux-mêmes créée au moment du passage aux 35 heures. Les conséquences ? Une diminution du temps de travail journalier imperceptible, mais trois RTT en moins qui eux, se feront bien ressentir !

La direction ne veut pas se mouiller

Pour les services soignants, la direction n'a pas souhaité se positionner sur les modifications du temps de travail. Elle laisse la sale besogne aux soignants eux-mêmes. Un élan de bienveillance aussi louche qu'inattendu, car elle compte bien, comme cela c'est déjà vu, laisser les équipes en désaccord sur l'organisation du temps de travail se déchirer. Diviser pour mieux régner, c'est toujours d'actualité !

Une occasion ?

La direction prétend nous laisser libres de choisir la nouvelle organisation des services. Alors on pourrait la prendre au mot, nous réunir et déterminer ensemble les postes manquants nécessaires pour aménager correctement notre temps de travail. Et pourquoi s'arrêter aux plannings ?

Secrétaires en colère !

Cela fait plusieurs jours que nos collègues secrétaires d'un service de consultation font pression sur leur cadre sup pour que les heures supplémentaires soient comptabilisées. Ces heures en trop ne sont pas un choix, entre le sous-effectif et la charge de travail, ce n'est pas possible autrement. Un problème que la direction ne doit sûrement pas connaître, d'où son étonnement lorsqu'on demande que tout travail soit payé ou récupéré !

Management toxique

Le service de consultation ainsi que l'hôpital de jour d'oncologie se partagent une équipe d'ASH pour deux. En effet, l'HDJ compte sur les agents du service de consultation pour servir les repas et débarrasser. La cadre leur impose cette cadence, même en cas de sous-effectif et refuse catégoriquement d'ouvrir un poste en plus. La prochaine fois, elle ira servir les repas elle-même, ça lui dégourdira les jambes !

Mutualisation des moyens

La direction souhaite regrouper les services de chirurgie ophtalmo, ORL, vasculaire et maxillo-faciale pour « améliorer le parcours patients ». Une

« amélioration » de taille, car six lits seront supprimés au passage, le service 7AN fermé et les chambres simples deviendront des chambres doubles. Une réduction drastique des dépenses qui nous impacteront tous.

Bloc opératoire sous tension

Le sous-effectif, et notamment le manque d'infirmier de bloc se fait de plus en plus sentir. La direction à toujours la même rengaine, « on comprend, mais on n'arrive pas à recruter ». Pas étonnant, vu les conditions de salaire et de travail ! C'est sûr que le poste de directeur est plus attractif, bon salaire, locaux neufs... Les sacrifices, c'est de notre ressort.

Massacres et colonisation continuent

Des centaines de personnes sont mortes ces derniers jours dans la bande de Gaza lors d'attaques israéliennes. Dans le même temps, l'État sioniste a annoncé la création de 22 nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée. Selon des ONG de défense des droits humains et de lutte contre la colonisation, les exactions sur le terrain n'ont jamais autant progressé que sous le gouvernement Netanyahu. Encore une fois massacres, colonisation et apartheid vont de pair.

À bas l'antisémitisme

Le Mémorial de la Shoah, trois synagogues et un restaurant juif ont été souillés de peinture verte la semaine dernière à Paris. Ces actes de vandalisme ont clairement un caractère antisémite. Il y a un an, le mur des Justes du Mémorial avait déjà été pris pour cible avec de la peinture rouge, et plusieurs immeubles avaient été tagués. Les enquêteurs avaient alors suspecté des opérations de déstabilisation menées par la Russie.

Mais, influence russe ou non, ces actes imbéciles qui instrumentalisent l'indignation légitime provoquée par les massacres à Gaza pour manifester leur antisémitisme doivent être condamnés.

Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciements annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, elle en dénombrait 130. Chiffre qui est monté à 200 sous le gouvernement Barnier. Aujourd'hui on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés. Face à cette situation dramatique, Macron fait de la gonflette avec des opérations bidon comme « Choose France ».

Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes.

